

## H8 - UN TOURNANT SOCIAL, POLITIQUE ET CULTUREL : LA FRANCE DE 1974 À 1988

Séance 1 : 1 heure

### Introduction

Doc. 1 page 248 : « La télévision au cœur des foyers français »

Doc. 2 page 249 : « De nouvelles mobilisations : la Marche pour l'égalité (1983) »

- L'année 1981 est un **tournant** (rupture, qu'elle soit politique, sociale, économique ou culturelle dans l'histoire d'un pays) politique majeur puisqu'elle voit la gauche arriver au pouvoir pour la première fois sous la V<sup>ème</sup> République, avec l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République.
- La période 1974-1988 se caractérise par de nombreuses réformes sociales et culturelles, répondant au désir de changement qui s'est exprimé dans la crise de mai 1968. Dès l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, l'État cherche à satisfaire les revendications de femmes et des jeunes.
- Au cours des décennies 1970 et 1980, la France s'ouvre au changement et les débats de société, facilités par la libéralisation des médias, se multiplient : ils portent notamment sur la liberté sexuelle ou sur l'intégration des immigrés dans la société française.
- **Problématique : Pourquoi les années comprises entre 1974 et 1988 constituent-elles un tournant majeur en France ?**

### I. Le renouvellement de la vie politique

#### A. Le septennat de Giscard d'Estaing

Doc. 4 vidéoprojeté : « Un nouveau style présidentiel »

Doc. 2 page 268 : « Le droit de vote à 18 ans (1974) »

Doc. page 251 : « L'alternance politique en France (1978-1988) »

- Candidat de centre-droit élu en 1974, **Valéry Giscard d'Estaing** incarne le changement : il est le premier Président non gaulliste de la V<sup>ème</sup> République. Il choisit **Jacques Chirac** comme Premier ministre au sein de l'Union des démocrates pour la République (UDR), le parti gaulliste, afin d'unir la droite. Il lance de nombreuses réformes : abaissement de la majorité de 21 à 18 ans, divorce par consentement mutuel... Grâce à la télévision, il souhaite donner l'image d'un président dynamique et proche des Français, en s'invitant à déjeuner chez eux.
- Mais l'économie française entre en crise après le choc pétrolier de 1973 : le taux de chômage passe de 3% en 1973 à 7% en 1981. En 1976, Chirac démissionne parce qu'il est en désaccord avec Giscard d'Estaing. La majorité se fracture entre l'Union pour la démocratie française (UDF), le parti giscardien, et le Rassemblement pour la République (RPR), le tout nouveau parti créé par Chirac. Le nouveau Premier ministre, **Raymond Barre**, ancien professeur d'économie, se rend impopulaire par sa **politique de rigueur** (politique économique qui cherche à équilibrer le budget et à limiter l'inflation en bloquant les salaires et en augmentant les impôts). Giscard d'Estaing conserve de justesse une majorité aux législatives de 1978 mais il est battu par le socialiste François Mitterrand aux présidentielles de 1981.

## B. La gauche au pouvoir (1981-1986)

Doc. 1 page 258 : « Une de *France-Soir*, 11 mai 1981 »

Doc. vidéoprojeté : « Les premières réformes de la gauche (1981-1983) »

Doc. vidéoprojeté : « La une de *Libération*, 28 septembre 1982 »

• L'union de la gauche entre les socialistes, les communistes et les radicaux grâce au **Programme commun** signé en **1972** permet l'**élection de François Mitterrand** en **mai 1981**. Cette élection permet la première **alternance politique** (succession à la tête d'un État d'un Président ou d'une majorité parlementaire de tendance politique opposée à la précédente mandature) de la V<sup>ème</sup> République. Pour la première fois depuis 1947, quatre ministres communistes entrent dans le gouvernement formé par **Pierre Mauroy**. Pour soutenir le pouvoir d'achat, il met en place une **politique de relance** (politique économique qui cherche à relancer l'activité économique en augmentant le pouvoir d'achat et les dépenses de l'État) : le gouvernement augmente le salaire minimum, les allocations familiales et le minimum vieillesse. Le sort des salariés s'améliore avec l'abaissement de la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés et la semaine de 39 heures au lieu de 40 heures. En 1982, une vague de **nationalisations** (achat de tout ou partie du capital d'une entreprise par l'État) est décidée. D'autres réformes sont adoptées comme l'**abolition de la peine de mort** en **1981** par **Robert Badinter** ou la **décentralisation** en **1982**.

**Point de passage et d'ouverture 1 : « 1981 : l'abolition de la peine de mort » (pages 264-265)**

**Consigne :** Vous produirez un diaporama organisé en fonction du plan suivant :

- I. Un contexte qui n'est pas propice à l'abolition de la peine de mort
- II. Un débat houleux dans la société française et au Parlement
- III. Une abolition votée mais qui n'a pas été acceptée par les Français

### Point méthode : Réaliser un diaporama

- L'organisation d'une diapositive

Il doit être marqué en haut de chaque diapo



La source est le lieu de conservation du document ou le site où on peut le consulter

- L'organisation du diaporama dans son ensemble
    - Diapo 1 : Titre, illustration générale et nom de l'auteur ou des auteurs
    - Diapo 2 : Introduction, annonce de la problématique et du plan
    - Diapo 3 : Première partie du diaporama
    - Diapo 4 : Deuxième partie du diaporama
    - Diapo 5 : Troisième partie du diaporama
    - Diapo 6 : Conclusion avec résumé du plan et réponse à la problématique
    - Diapo 7 : Liste des sites Internet utilisés pour faire le diaporama
- Une partie peut faire plus de 2 diapos

- En 1983, la politique de relance est abandonnée car elle ne permet pas de sortir de la crise et parce qu'elle creuse le **déficit** (situation dans laquelle les dépenses sont supérieures aux recettes) et la **dette** (ensemble des sommes que l'État a empruntées et qu'il devra rembourser) de l'État. Le taux de chômage frôle les 8% de la population active. En **1983**, une **politique de rigueur** est annoncée : tenu par ses engagements européens, Mitterrand augmente les impôts et réduit les dépenses publiques avec le soutien de son nouveau Premier ministre, **Laurent Fabius**, nommé en 1984. Cette politique provoque le départ des ministres communistes. L'inflation diminue mais les socialistes perdent une partie de leur électorat.

### C. La première cohabitation (1986-1988)

Doc. page 251 : « L'alternance politique en France (1978-1988) »

Doc. vidéoprojeté : « Une difficile cohabitation »

Doc. vidéoprojeté : « La réélection de François Mitterrand en 1988 »

- Le mécontentement des Français explique la **défaite de la gauche aux législatives** de **1986**. Elles ont lieu à la proportionnelle, ce qui permet l'élection de 35 députés du Front national. Pour la première fois sous la V<sup>ème</sup> République, le Président de la République doit nommer un Premier ministre issu de l'opposition : Jacques Chirac, issu des rangs du RPR forme un gouvernement. C'est la **cohabitation** (situation politique dans laquelle le Président de la République n'est pas de la même tendance politique que le Premier ministre et son Gouvernement). Chirac privatise de nombreuses entreprises pour renflouer les caisses de l'État. Dans la lignée des politiques de **Ronald Reagan** et de **Margaret Thatcher**, il met fin à l'impôt sur les grandes fortunes et supprime l'autorisation administrative préalable aux licenciements.
- Ne pouvant pas s'opposer aux réformes de la droite, François Mitterrand se replie sur son **domaine réservé** (lecture de la Constitution de 1958 selon laquelle la politique étrangère et la défense relèvent du Président de la République). Cependant, il préside toujours le Conseil des Ministres, il signe les décrets et les ordonnances et peut donc les refuser. François Mitterrand prend publiquement et régulièrement position contre son Premier ministre. À la veille de l'**élection présidentielle** de **1988**, il impute les difficultés des Français à Jacques Chirac. François Mitterrand est réélu avec 54% contre Jacques Chirac qui n'obtient que 46% des voix.

## II. Une société française en pleine mutation

### A. Vers une émancipation des femmes

Doc. 1 page 256 : « L'appel des 343 »

Doc. 1 page 272 : « Affiche du Planning familial, 1974 »

Doc. vidéoprojeté : « L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (1983) »

- L'émancipation des femmes se produit dans la société. Dans la lignée de mai 1968, un **féminisme** (mouvement visant à abolir les inégalités dont les femmes sont victimes et à établir l'égalité complète entre les femmes et les hommes) radical se développe en France. Il dénonce la domination masculine dans une « société patriarcale » et affirme le droit des femmes à disposer librement de leur corps. En 1971, le Mouvement de libération des femmes (MLF) publie le « **Manifeste des 343** », rédigé par **Simone de Beauvoir**, où des femmes avouent avoir eu recours à l'avortement. **Simone Veil**, Ministre de la Santé, fait voter deux lois au Parlement :
  - en 1974, la pilule contraceptive est remboursée par la Sécurité sociale
  - en 1975, la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG)

**Point de passage et d'ouverture 2 : « 1975 : la légalisation de l'IVG » (pages 256-257)**

**Consigne :** Vous produirez un diaporama organisé en fonction du plan suivant :

- I. Une demande de légalisation en lien avec les combats féministes
- II. Un débat houleux dans la société française et au Parlement
- III. Un avortement légalisé et dont le nombre a nettement diminué

- L'émancipation se produit aussi au travail. Si la part des femmes exerçant une activité professionnelle progresse (de 53% en 1975 à 63% en 1982), les salaires des femmes restent inférieurs à ceux des hommes à qualification égale. Nommée Ministre des Droits des femmes, **Yvette Roudy** fait voter en 1983 une « **loi sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** ». Mais ses résultats sont décevants : l'écart moyen entre les salaires masculins et féminins reste de 28,2% en 1989 et les femmes sont minoritaires dans les postes dirigeants.

### B. Une plus grande place pour les jeunes

Doc. vidéoprojeté : « La loi Haby et la réforme du collège unique »

Doc. vidéoprojeté : « Proportion de bacheliers dans une génération »

Doc. vidéoprojeté : « Nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur »

Doc. vidéoprojeté : « La jeunesse, une place nouvelle dans la société »

Doc. vidéoprojeté : « Le Top 50, symbole de la culture jeune des années 1980 »

- Les jeunes sont de plus en plus nombreux à rester dans le système scolaire au-delà de l'âge obligatoire fixé à 16 ans. L'économie a besoin de salariés qualifiés, notamment dans les emplois tertiaires et la société demande la démocratisation de l'enseignement. En 1975, le Ministre de l'Éducation nationale **René Haby** instaure le **collège unique**, en supprimant la distinction entre les filières générales et techniques. La **mixité** (mélange des garçons et des filles au sein d'une même classe ou d'un même établissement scolaire) est obligatoire. Avec cette **massification scolaire** (accès en masse au collège puis au lycée), de plus en plus de jeunes obtiennent leur baccalauréat (20% d'une génération en 1970, 26% en 1980) et accèdent à l'enseignement supérieur (700 000 étudiants en 1970 contre 1,4 million d'étudiants en 1990).
- L'allongement des études et l'entrée plus tardive dans la vie active contribuent à faire des jeunes une catégorie sociale mieux définie et plus entendue. C'est d'autant plus vrai que **Giscard d'Estaing** a décidé l'**abaissement de la majorité à 18 ans** en 1974 : les jeunes peuvent voter dès 18 ans, se marier sans l'accord de leur parents et résider où ils veulent. Mais ils résident encore chez leurs parents et trouvent souvent la tutelle familiale pesante. En 1986, Chirac veut imposer une sélection à l'entrée à l'université et une hausse des frais d'inscription mais le projet est retiré face à la mobilisation de la jeunesse. Une « culture jeune » s'affirme à travers la mode et la musique : des émissions comme le *Top 50* sur Canal+ en sont l'incarnation.

### C. Une plus grande diversité dans la société

Doc. vidéoprojeté : « Une évolution contrastée des flux migratoires »  
Doc. vidéoprojeté : « L'État à la recherche d'une immigration maîtrisée »  
Doc. 5 page 263 : « Affiche de la Marche pour l'égalité et contre le racisme (1983) »

• À la fin des années 1970, les immigrés sont 3,5 millions de personnes (6,5% de la population). En 1974, l'État décide la suspension de l'immigration (flux depuis le pays d'origine vers un autre pays). En 1976, le regroupement familial (mesure permettant à un étranger en situation légale d'être rejoint par sa famille proche) est la seule immigration légale. L'arrivée de la gauche au pouvoir redonne espoir aux immigrés : près de 132 000 clandestins sont régularisés. Dans les années 1980, avec la crise et le chômage, la percée électorale du Front national témoigne du rejet des immigrés par une partie de la population. En 1983, la « Marche pour l'égalité et contre le racisme » est organisée dans un climat de xénophobie (peur et rejet des étrangers).

Doc. vidéoprojeté : « La première Marche nationale pour les droits et les libertés des... »  
Doc. vidéoprojeté : « La fin de la discrimination de majorité sexuelle entre les... »  
Doc. vidéoprojeté : « Assumer sa maladie »

• Au même moment, les droits LGBT (acronyme utilisé pour désigner les lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels) s'affirment. En 1981, la première « Marche nationale pour les droits et les libertés des homosexuels et des lesbiennes » est organisée à Paris. En 1982, Mitterrand met fin à la différence de majorité sexuelle (15 ans pour les hétérosexuels et 21 ans pour les homosexuels). Beaucoup d'homosexuels vivent cachés, exclus par leur famille mais l'épidémie du SIDA (stade terminal de l'infection à VIH, qui détruit les cellules du système immunitaire et qui cause la mort) qui apparaît en 1981, les rend plus visibles en raison de leur couverture médiatique. Durant les « années SIDA », des associations comme Aides ou Act Up militent pour une meilleure prévention contre le VIH qui touche toutes les populations.

**Point de passage et d'ouverture 3 : « L'épidémie du SIDA en France » (pages 266-267)**  
**Consigne :** Vous produirez un diaporama organisé en fonction du plan suivant :  
I. Un virus rapidement identifié mais qui n'est pas bien traité  
II. Une prévention lente à émerger, menée par des acteurs variés  
III. Une épidémie qui donne naissance à de vives luttes politiques

## III. Un accès plus large et plus libre à la culture

### A. L'évolution de la politique culturelle

Doc. vidéoprojeté : « Évolution du budget alloué au Ministère de la Culture »  
Doc. vidéoprojeté : « Concert donné par des musiciens amateurs dans la rue à Paris »  
Doc. vidéoprojeté : « Inauguration de la Pyramide du Louvre, 14 octobre 1988 »

• La culture ne fait pas partie des priorités de Giscard d'Estaing : le Ministère des Affaires culturelles devient un Secrétariat d'État et la part de son budget diminue (0,61% en 1974 à 0,47% en 1981). Moins féru d'art contemporain que Pompidou, il fait retirer le mobilier moderne que ce-dernier avait fait installer à l'Élysée. La politique culturelle de Giscard d'Estaing est surtout tournée vers la sauvegarde du patrimoine (ensemble des biens ayant une importance artistique ou historique pour une population) : en 1977, la gare d'Orsay devient le musée d'Orsay.  
• Entre 1981 et 1982, Mitterrand double le budget du Ministère de la Culture, dont les missions sont élargies au-delà de la conservation du patrimoine : favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture, soutenir la création artistique, défendre le rayonnement culturel de la France à l'étranger... Cette nouvelle politique est incarnée par le Ministre de la Culture, Jack Lang. Il fixe un prix unique pour le livre (1981), il crée la Fête de la Musique (1982) et les Journées du patrimoine (1984). Mitterrand lance des grands travaux comme l'aménagement du Musée du Louvre, de l'Institut du monde arabe et de l'Opéra Bastille en 1989.

## B. Les mutations du paysage audiovisuel

Doc. vidéoprojeté : « La télévision française de 1974 à 1988 »

Doc. vidéoprojeté : « La privatisation de TF1 en 1987 »

Doc. vidéoprojeté : « Une publicité pour la radio NRJ »

- Entre 1974 et 1981, l'État garde la mainmise sur les médias. En 1974, Giscard d'Estaing remplace l'ORTF par trois chaînes de télévision publiques (TF1, Antenne 2 et FR3) et quatre stations de radio publiques (France Inter, France Culture, France Musique, FIP au sein du groupe Radio France). Si le contrôle de l'État est plus discret qu'à l'époque de l'ORTF (Office de radiodiffusion-télévision française, créé en 1964 et placé sous la tutelle du Ministre de l'Information) les responsables de l'audiovisuel public sont toujours choisis par le pouvoir. En parallèle, les radios pirates (radios émettant sans autorisation) se multiplient. En 1979, la police interrompt l'émission de Radio Riposte, diffusée par le Parti socialiste et la justice inculpe Mitterrand pour « violation du monopole d'État sur la diffusion radiophonique ».
- Entre 1981 et 1988, se produit la libéralisation progressive de l'audiovisuel. La loi du 29 juillet 1982 proclame que « la communication audiovisuelle est libre » : une Haute autorité de la communication audiovisuelle est créée pour délivrer les permis d'émettre aux nouvelles chaînes de télévision et stations de radio. En 1984, Canal+, chaîne privée et payante, est lancée. En 1986, le gouvernement décide la création d'une autre chaîne privée, La Cinq et la privation de TF1 en 1987. La fin du monopole d'État sur la radiodiffusion permet la création de nombreuses stations de radio, notamment en direction de la jeunesse, comme NRJ (1983) ou Fun Radio (1985).

## C. Les nouvelles formes de culture populaire

Doc. vidéoprojeté : « La télévision au cœur des pratiques culturelles »

Doc. vidéoprojeté : « L'arrivée des mangas »

Doc. vidéoprojeté : « La naissance du jeu vidéo »

- Les années 1980 sont la décennie de la culture de masse (ensemble des pratiques culturelles diffusées à un large public par les médias et les industries de la communication et du divertissement) : plus de 90% des foyers possèdent un téléviseur. Les chaînes cherchent à fidéliser le public par des émissions de variété (comme *Champs Élysées* sur Antenne 2), des jeux (comme *La roue de la fortune* sur TF1) ou des séries américaines (comme *Dallas* sur TF1). Certains dénoncent une uniformisation et une américanisation de la culture. Mais la télévision facilite aussi l'accès au savoir (comme *Apostrophes* sur Antenne 2).
- Les années 1980 sont aussi celles de l'émergence d'une « culture jeune ». La mode des mangas et des dessins animés venus du Japon est lancée par *Goldorak*, diffusé sur Antenne 2. En 1984, le rap issu des banlieues noires des États-Unis fait son apparition dans l'émission *HIP HOP* sur TF1. La musique s'écoute dans la rue avec les premiers baladeurs et se regarde à la télévision avec les premiers vidéoclips qui apparaissent au début des années 1980. Des artistes comme Michael Jackson ou Mylène Farmer ont contribué à populariser ces pratiques. La culture des écrans passe aussi par le jeu vidéo, qu'il soit sur console ou sur ordinateur.

## Conclusion

- Entre 1974 et 1988, des évolutions politiques ont lieu. En 1974, Giscard d'Estaing est le premier Président non gaulliste mais il est battu par Mitterrand en 1981 : l'alternance permet à la gauche d'accéder au pouvoir. Mais la politique qu'elle mène déçoit, conduisant à la cohabitation en 1986.
- La société française est en pleine mutation. Les femmes profitent d'un début d'émancipation, notamment avec la légalisation de l'IVG en 1975. Les jeunes revendiquent et occupent une place plus grande dans la société, qui est marquée par une plus grande diversité (immigrés, personnes LGBT).
- Dans ces années-là, l'accès à la culture est facilité : elle devient une priorité de François Mitterrand : il tente de démocratiser l'accès la culture et poursuit la libéralisation du paysage audiovisuel français.